

LE TEMPS

RÉGULATION ABONNÉ

Pékin affirme son pouvoir face aux Tencent, Alibaba, Didi et autres géants de la technologie

Un avertissement du régulateur chinois a suffi pour faire dégringoler le cours de l'action de Tencent de plus de 10% mardi. Plusieurs autres mastodontes ont été rappelés à l'ordre ces dernières semaines. Selon un analyste, la Chine veut protéger les consommateurs, voire lutter contre les inégalités dans le pays



Pékin veut lutter contre l'addiction des jeux vidéo chez les jeunes Chinois. — © ALY SONG/REUTERS

Ram Etwasse
Publié le 3 août 2021 à 19:19
Modifié mardi 3 août 2021 à 22:28

Jusqu'où la Chine ira-t-elle dans la surveillance et le contrôle de ses géants technologiques? Des investisseurs craignent un durcissement réglementaire à la suite de plusieurs initiatives annoncées à leur rencontre ces dernières semaines. Pas plus tard que mardi, le cours de l'action de Tencent, poids lourd de l'internet et actif dans divers domaines, a cédé plus de 10% à la bourse de Hongkong. Le matin, un journal d'Etat, *Economic Information Daily*, avait traité les jeux en ligne, une spécialité de la multinationale, d'«opium mental» et de «drogue électronique». Son concurrent NetEase a lui aussi reculé de près de 8%. Le site Bilibili, prisé des fans de dessins animés, de mangas et de jeux vidéo, a perdu plus de 3%.

Le malheur de Tencent, NetEase et Bilibili n'a pas commencé mardi. Il y a une année, le gouvernement chinois a amendé la loi sur les jeux en ligne, plus particulièrement sur leur accessibilité aux jeunes. Ce secteur qui brasse des milliards est décrié pour avoir créé la dépendance des jeunes aux écrans et pour les problèmes de vision que cela entraîne. Le jeu *Honor of Kings* de Tencent compte 100 millions d'utilisateurs actifs et certains étudiants y jouent parfois pendant plus de huit heures par jour.

Lire également: [Didi Chuxing, l'Uber chinois, a voulu aller plus vite que Pékin](#)

La nouvelle réglementation interdit aux moins de 18 ans de jouer à des jeux vidéo en ligne entre 22h et 8h en semaine et limite le jeu à seulement trois heures les dimanches et jours fériés. Elle impose également un plafond des sommes pouvant être mises en jeu.

La loi n'a pas été respectée

«Les amendements sont entrés en vigueur le 1er juin dernier et, selon les autorités, ils n'ont pas été respectés», relève Neil Campling, responsable de la recherche à la banque Mirabaud, basé à Londres. Le message officiel relayé mardi par *l'Economic Information Daily* n'était qu'une piqure de rappel.» Apparemment, il a été entendu. Les responsables de Tencent ont promis de prendre des mesures pour limiter le temps de jeu de ses jeunes utilisateurs.

Et aussi: [Le titre d'Alibaba plonge après la suspension de l'entrée en bourse d'Ant](#)

La crainte des investisseurs n'est toutefois pas limitée à l'industrie des jeux en ligne. Il y a deux semaines, Pékin a serré la vis dans le secteur de l'éducation, visant plus particulièrement la florissante industrie du tutorat privé. A l'avenir, les entreprises qui proposent des cours de soutien et de préparation aux examens (en personne ou en ligne) n'auront plus le droit de réaliser de profits, de lever des fonds, de se coter en bourse ou d'accepter des investissements

étrangers. Elles ne pourront plus non plus enseigner des branches scolaires durant les vacances et le week-end.

L'éducation n'est pas une marchandise

Pékin a jugé que l'éducation ne doit pas être une marchandise et a légiféré afin qu'elle soit dorénavant prise en charge par l'Etat ou par des organisations volontaires. De nombreuses entreprises chinoises et étrangères du secteur cotées en bourse ont vu le cours de leur action dégringoler d'un jour à l'autre. «Il n'y a pas de doute que l'Etat chinois veut prendre des mesures «morales», mais il veut surtout lutter contre les inégalités, y compris éducatives dans le pays, analyse Neil Campling. In fine, c'est aussi une façon d'éviter que les moins nantis et autres défavorisés ne se révoltent contre le système.»

Et encore: [Les entreprises du secteur éducatif se retrouvent dans le viseur de Pékin](#)

D'autres entreprises ont également été rappelées à l'ordre ces derniers mois. Parmi lesquelles Didi, l'Uber chinois, qui a fait l'objet d'une enquête sur sa politique de protection des données. Deux autres entreprises chinoises cotées à Wall Street, Full Truck Alliance et Kanzhun, ont également été averties pour les mêmes raisons. Dans un tout autre domaine, Pékin oblige China Evergrande, un géant immobilier en difficulté, à respecter ses engagements vis-à-vis de petits propriétaires. Et en novembre dernier, les autorités de surveillance avaient bloqué l'entrée en bourse d'Ant, propriétaire de la plateforme de paiement en ligne Alipay, appartenant au groupe Alibaba, l'accusant de pratiques monopolistiques et de vouloir devenir un mastodonte incontrôlable.

«Le principe de régulation et de surveillance des conglomérats a commencé bien avant, commente Laure de Carayon, directrice d'Asia Loopers, un bureau d'études et de conseil spécialiste de l'Asie et basé à Paris. Les géants chinois prennent beaucoup d'importance, constituent des monopoles et développent de grandes puissances financières.» Selon elle, il ne s'agit pas de dire si Pékin va dans la bonne direction ou pas, mais de constater que le gouvernement chinois veut protéger le consommateur. «Les Américains et les Européens veulent aussi avoir une meilleure surveillance des mastodontes comme Facebook, Google et Amazon. Mais face à la toute-puissance de ces multinationales, les Etats n'y arrivent pas.»